

Commune de THIL
(Ain)

REPUBLIQUE FRANÇAISE – Liberté, Égalité, Fraternité

COMPTE RENDU du Conseil Municipal

SÉANCE DU 20 JUIN 2014

L'an deux mil quatorze, le vingt juin à 20 heures 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni, au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire.

Présents : M. LOUSTALET, Maire –
MM. MAISONNAS, SEMAY, GUILLARD Adjoints

Mmes BERGER, BORREL-JEANTAN, DUPRAT, DUPUY-ROUDEL,
Mrs CAPLAT, JULIAN, MANIE, THUOT, ZIMERLI

Pouvoirs : Mme BRIGNONE (pouvoir à Mme BORREL-JEANTAN)
Mme PERROU (pouvoir à M. LOUSTALET)

Secrétaire de séance : M. MANIE

La séance du Conseil municipal débute à 20 heures 34.

Mr le Maire salue l'assistance qui, malgré le match de football de la Coupe du monde entre l'équipe de France et la Confédération Helvétique, témoigne par sa présence de l'intérêt porté aux affaires communales.

1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :

Mr le Maire donne lecture à l'assemblée du courriel adressé le 23 avril dernier par Mr MANIE concernant deux corrections à apporter au Compte Rendu du précédent Conseil (10 avril 2014) à savoir :

- « Point 7. A la suite de :

1. Mr le Maire note que certains élus font une profession de leurs mandats ... de l'économie sociale et solidaire.

Il souhaite rajouter :

« Mr Manié précise que son indemnité d'adjoint au cours du dernier mandat à largement suffit à couvrir ses frais de téléphone et d'essence ».

2. Mr Manié note que lors du mandat précédent, il s'est investi énormément et pour moitié d'indemnité.

Il souhaite que la phrase soit modifiée comme suit :

.../...

« Mr Manié note que lors du mandat précédent, tous les adjoints se sont investis énormément et pour moitié d'indemnité. »

De plus, Mr le Maire précise qu'il a reçu par courriel de Mr MANIE en date du 10 juin dernier deux demandes d'informations à la suite de la Commission finances du 26 mai dernier à savoir :

1. Concernant le voyage prévu par l'école, quel a été le retour de la directrice sur la demande de subvention ? la directrice de l'école a-t-elle demandé un financement au Sou des Ecoles avant de solliciter la commune ?
2. Concernant l'audit de la Mairie, ne se souvenant plus de la réponse apportée en Commission quand et quelle assemblée a décidé l'audit de mairie ?

Par ailleurs, Mr Le Maire informe qu'en début de semaine, il a reçu durant environ deux heures en présence de Mr Caplat, Mr. M. accompagné de l'épicier de la commune et de plusieurs Thilois porteurs d'une pétition signée par 300 personnes environ.

Mr Le Maire informe que les réponses seront apportées dans le cadre du point « finances » inscrit à l'ordre du jour du présent Conseil municipal et qu'il reviendra sur le sujet de l'épicerie dans le cadre de la délibération portant sur la Création d'un Comité Consultatif Communal.

Mr MANIE demande s'il était possible de dissocier le Procès-Verbal du Compte Rendu du Conseil et note qu'il n'a pas eu de réponse à cette question.

Mr le Maire répond que le règlement dit qu'il n'y a pas de règle en la matière. Chaque Conseil Municipal en décide.

Il rappelle que dans les huit jours qui suivent la séance du Conseil Municipal, la commune est tenue d'afficher le Compte Rendu. Toute demande de corrections ou ajouts est donc retranscrite sur le Compte Rendu du Conseil suivant.

Mr MANIE note que le problème est qu'entre deux séances du Conseil Municipal, le Compte Rendu affiché peut être erroné s'il n'y a pas de corrections immédiates.

Mr CAPLAT propose de soumettre cela au vote.

MM. GUILLARD et MAISONNAS proposent, compte tenu de l'ordre du jour du présent Conseil, que le sujet soit abordé lors de la prochaine Commission Générale.

Mr le Maire note que ce sujet sera porté à la prochaine Commission Générale à tenir le 3 juillet prochain et soumet le Compte rendu à l'approbation du Conseil Municipal.

Le Compte Rendu précédent est adopté.

2. ELECTION DES DELEGUES ET SUPPLEANTS – ELECTIONS SENATORIALES

Mr le Maire donne à l'Assemblée les instructions pour procéder au vote à bulletins secrets des délégués et suppléants appelés à voter le 28 septembre 2014 aux élections sénatoriales.

Il nomme les membres du Bureau à savoir :

- . Mr le Maire,
- . les deux plus jeunes élus du Conseil Municipal : Mr ZIMERLI, Mme SEMAY
- . les deux élus les plus âgés du Conseil Municipal : Mme BORREL-JEANTAN, Mr CAPLAT
- . le secrétaire de séance : Mr MANIE

Il demande combien de listes sont déposées.

Une seule liste est déposée, la « liste LOUSTALET ».

Chaque élu se voit remettre un bulletin de vote de la liste LOUSTALET et un bulletin blanc.

Il est procédé au vote à bulletins secrets.

Le dépouillement est assuré par les membres du Bureau.

Nombre de votants : 15

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 15

Nombre de voix de la « liste LOUSTALET » : 13

Nombre de bulletins blancs : 2

L'élection des délégués et suppléants a donné le résultat suivant :

. Délégués : Bruno LOUSTALET ; Marie-Paule DUPUY-ROUDEL ; Philippe GUILLARD

. Suppléants : Yannick SEMAY ; Jean-Michel THUOT ; Laurence PERROU

Le Procès-Verbal ainsi que les documents annexes sont signés par les membres du Bureau et les résultats transmis immédiatement en Préfecture.

3. CCMP

Monsieur le Maire précise que, suite à l'installation du Conseil communautaire, l'ensemble des commissions communautaires se sont réunies. Il propose de faire un rapide tour de table pour que les membres des commissions puissent faire un bref exposé.

Monsieur GUILLARD, membre de la commission « Culture et Sports » précise qu'un rappel a été fait des activités de la Communauté en matière de Culture et d'Aménagements sportifs lors du précédent mandat et que les principaux enjeux ont été présentés.

Monsieur GUILLARD n'a pas reçu le compte rendu de sa commission et propose qu'il soit mis en accès libre sur l'intranet communal dès sa réception et suggère qu'il en soit de même pour tous les rendus de commissions de sorte que tous les élus aient accès à l'information.

Monsieur CAPLAT et Madame DUPUY-ROUDEL – membres de la Commission Solidarité - ont insisté sur les interventions de la communauté en matière de logement et plus particulièrement le Plan Local de l'Habitat,

Madame SEMAY est revenue, quant à elle, sur les thématiques de la Commission Transport – Voirie notamment dans la perspective du Schéma directeur des modes doux. Monsieur le Maire qui assure la Présidence de cette commission insiste quant à lui sur la perspective de renouvellement du marché du transport en commun Colibri à l'horizon 2016. Il note que 6000 voyages sont effectués chaque mois sur le service de navette (hors fréquentation de la Ligne 171 entre Neyron et Beynost). Il met également l'accent sur le fait que la Communauté va relancer un marché à Bons de commandes en matière de Voirie mais avec une perspective d'ouvrir aux communes membres, le droit d'émettre des Bons de commande au titre de ce marché : ceci permettra à la fois de réduire les coûts administratifs liés à l'organisation de la commande publique et de leur faire bénéficier de meilleurs prix compte tenu des volumes de commande.

Monsieur le Maire souhaite revenir sur le sujet des stationnements des « Gens du Voyage ». Il rappelle l'épisode du stationnement illicite le 13 avril dernier à THIL. Il précise que dès le 14 avril, après avoir pris l'attache du Président de la CCMP et du Vice Président en charge du dossier à la 3CM, il est intervenu auprès de Mr le Préfet. Dès le 15 avril, Mr le Préfet a répondu en donnant son accord pour que le projet d'un terrain mutualisé 3CM-CCMP pour le stationnement des Grands passages. Ce projet a été rendu possible grâce à l'initiative du monde agricole. Il remercie M. B. Agriculteur thilois qui a contribué aux côtés de ses collègues du syndicat départemental à rendre possible cette autorisation. Au nom de l'ensemble des Thilois, Mr le Maire remercie M. B et le monde agricole pour cette démarche. Elle doit conduire les élus à œuvrer pour être en capacité, aux côtés des services de l'état et du monde agricole, de mettre en place les solutions les mieux adaptées pour ne pas être, chaque année, sous la pression face aux exigences et

incivilités de groupes incontrôlés de Gens du Voyage qui savent parfaitement utiliser à leur profit les failles du dispositif règlementaire.

Mr le Maire précise avoir publié dès le 07 mai 2014 l'arrêté d'interdiction du stationnement des Gens du Voyage hors des aires et terrains prévus à cet effet et remercie une nouvelle fois les agriculteurs ainsi que les services municipaux pour avoir mis en œuvre à titre préventif les protections anti intrusion sur les tènements les plus exposés.

4. SCOT BUCOPA

Mr le Maire rappelle que la désignation les délégués au SCoT BUCOPA est de la compétence de la Communauté de communes et qu'il y a lieu de retirer de la délibération n°14/04/05 du 10 avril 2014 le point concernant la désignation des représentants de la commune de Thil au SCoT BUCOPA.

Aucune demande de complément d'information n'étant formulée, Mr le Maire propose de soumettre cette modification au vote.

DELIBERATION N° 14.05.01 : DESIGNATION DE DELEGUES DE LA COMMUNE DE THIL AU SCoT BUCOPA

Monsieur le Maire expose qu'il y a lieu de retirer de la délibération n°14/04/05 du 10 avril 2014 le point concernant la désignation des représentants de la commune de Thil au SCoT BUCOPA.

La Communauté de Communes de Miribel et du Plateau, étant compétente à cet effet, a désigné en sa séance du 13 mai 2014 :

- Monsieur Nicolas ZIMERLI comme délégué titulaire,
- Madame Laurence PERROU comme déléguée suppléante.

Le Conseil ayant pris note,

- Décide de retirer de la délibération n°14/04/05 du 10 avril 2014, le point concernant la désignation des représentants de la commune de Thil au SCoT BUCOPA.

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

5. COMMISSION COMMUNALE DES IMPÔTS DIRECTS

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée que le Conseil Municipal doit désigner deux membres titulaires et deux membres suppléants pour siéger au sein de la Commission Intercommunale des Impôts Directs dont l'objet est l'évaluation des bases applicables aux surfaces commerciales.

Après avoir présenté les candidats Titulaires et Suppléants et avoir demandé si d'autres candidatures étaient proposées, aucune demande de complément d'information n'étant formulée, Mr le Maire propose de soumettre cette désignation au vote.

DELIBERATION N° 14.0502 : COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée que le Conseil Municipal doit désigner deux membres titulaires et deux membres suppléants pour siéger au sein de la Commission Intercommunale des Impôts Directs.

Après désignation par chacune des communes membres, la Communauté de Communes dressera une liste de 20 titulaires (et de 20 suppléants) susceptibles de devenir commissaires à proposer au visa du Directeur départemental des finances publiques.

Le Conseil,

Vu l'article 34 de la 4ème loi de finance rectificative pour 2010,

Après en avoir délibéré,

DESIGNE les personnes suivantes :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Mr Claude BARBET	Mr Philippe MAISONNAS
Mr Bruno LOUSTALET	Mme Sabine BASILI

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

6. COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES

Mr le Maire étant rapporteur sur la création de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges, précise que la mission de cette commission est capitale dans le contexte de la Réforme territoriale à venir, de l'évolution probable des compétences de la Communauté de communes et des problématiques de mutualisation qui ne manqueront pas de surgir au cours du présent mandat.

Il propose de désigner Monsieur Maisonnas et lui-même comme délégués de la commune à cette commission étant donné qu'ils sont déjà membres de la Commission finances de la Communauté de communes.

DELIBERATION N° 14.05.03 : CREATION DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES (CLECT)

La loi du 12 juillet 1999, relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, dans son article 86 précise qu'une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges est créée entre un établissement public de coopération intercommunale soumis à la taxe professionnelle unique et ses communes membres.

Cette commission est composée de membres délégués des conseils municipaux des communes concernées, chaque conseil municipal disposant d'au moins un représentant.

La Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges est chargée d'évaluer le coût net des dépenses transférées des communes membres à l'établissement public de coopération intercommunale, non seulement l'année de passage à la Taxe Professionnelle Unique, mais également lors de chaque transfert de charges ultérieur, c'est-à-dire lors de chaque transfert de compétences. De même cette commission intervient lors de la révision du montant de l'attribution de compensation prévue à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts.

La Communauté de Communes de Miribel et du Plateau lors de sa séance du 13 mai 2014, a décidé la création de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges et déterminé à deux la représentation de chaque commune de la CCMP.

Le Conseil,
Où les explications de Mr le Maire,

Désigne Mr Bruno LOUSTALET et Mr Philippe MAISONNAS pour siéger au sein de la CLECT.

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

7. AFFECTATION D'UNE ANNEXE A LA MAISON COMMUNE

Monsieur le premier Adjoint rapporte sur le besoin éventuel de réunir le Conseil municipal dans une salle communale plus adaptée à recevoir le public et propose la possibilité de tenir les Conseil municipaux dans la salle polyvalente.

Aucune question n'étant formulée, il propose de soumettre cette possibilité au vote.

DELIBERATION N° 14.05.04 : SEANCES DU CONSEIL MUNICIPAL ET AUTRES REUNIONS

Monsieur le Rapporteur rappelle qu'en application de l'article L.2121-7 du CGCT, modifié par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 - art. 75, le conseil municipal se réunit et délibère à la Mairie de la commune.

Il peut également se réunir et délibérer, dans un autre lieu situé sur le territoire de la commune, dès lors que ce lieu ne contrevient pas au principe de neutralité, qu'il offre les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires et qu'il permet d'assurer la publicité des séances.

La salle de la Mairie pouvant être trop exigüe, il est proposé la possibilité d'organiser les séances du Conseil Municipal et autres réunions dans la salle polyvalente située derrière la Mairie.

Le Conseil,
Où les explications,

. Décide que les séances du Conseil Municipal et autres réunions pourront être organisées à la salle polyvalente de la commune.

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

8. FINANCES

Monsieur le 1^{er} adjoint fait état de la situation financière en début de mandat :

.../...

- Réserves pour dépenses imprévues : 77.610 €
- Charges de personnel/Dépenses réelles de fonctionnement : 36%. (Strate 39%)
- Encours dette/Produits réels de fonctionnement : 0.50. (Norme <1.5)
- Encours dette/CAF : 3.93 ans. (Norme <8 ans)
- Annuité/produits réels de fonctionnement : 5.81%. (Norme <20%)
- Produits impôts directs/habitant : 283 €. (Strate 294 €)
- Encours dette/habitant : 306 €. (Strate 596 €)
- Annuité dette/habitant : 35 €. (Strate 81 €)
- Moyenne annuelle de la CAF période 2008-2013 : 112 k€ (91 k€ sur 2000-2007)
- Moyenne annuelle dépenses d'équipement sur 2008-2013 : 245 k€ (78 k€ sur 2000-2007)

Mr le Premier Adjoint rappelle que le budget primitif 2014 a été voté avec 1 % d'augmentation des dépenses et 0 % de variation des recettes.

Il précise à la suite que le chapitre 65 (Autres charges de gestion est en diminution de 1 % sur 2014) l'augmentation de 12.076 € des indemnités et charges des élus pour 2014 incluses et non pas 18.500 € comme annoncé ici et là

Un point est fait au 13 juin 2014 pour la section de fonctionnement du budget principal : dépenses 43.29% et recettes 23.76% réalisées. Il souligne que :

- Pour ce qui concerne les dépenses, ces dernières comprennent des appels de fonds globalisés sur la totalité de l'exercice budgétaire, ainsi en est-il pour ce qui concerne le SDIS,
- Pour ce qui concerne les recettes, l'Etat tarde, comme d'habitude, à effectuer les versements des dotations statutaires.

Trois Décisions modificatives sont proposées :

D.M. BUDGET PRINCIPAL N° 1 : VIREMENT DE CREDITS

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 6188 : Autres frais divers	1 419.00 €	
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	1 419.00 €	
D 6554 : Contribution organ.regroup.		44.00 €
D 6574 : Subv. fonct. person. droit privé		1 375.00 €
TOTAL D 65 : Autres charges gestion courante		1 419.00 €

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

Cette décision modificative inclut le provisionnement des sommes à verser au Sou des Ecoles (subvention du voyage scolaire) et le supplément de 44 euros à l'association qui effectue les opérations de démoustication, suite à un réajustement de l'assiette de calcul de la subvention qui lui est allouée (dépense obligatoire).

D.M. BUDGET PRINCIPAL N° 2 : VIREMENT DE CREDITS AU BUDGET ASSAINISSEMENT

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 6188 : Autres frais divers	500.00 €	
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	500.00 €	
D 657364 : à caractère industriel et commer		500.00 €
TOTAL D 65 : Autres charges gestion courante		500.00 €

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

D.M. BUDGET ASSAINISSEMENT N° 1 : VIREMENT DE CREDITS DU BUDGET PRINCIPAL

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 6061 : Fourn. non stockables (eau, én..		380.00 €
D 626 : Frais postaux et de télécommun..		120.00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général		500.00 €
R 74 : Subventions d'exploitation		500.00 €
TOTAL R 74 : Subventions d'exploitation		500.00 €

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

Ces deux décisions modificatives concernent le budget Assainissement pour régulariser les sommes dues au titre de l'exploitation de la STEP (l'eau, radiotéléphonie pour la gestion des alarmes,...).

9. SORTIE SCOLAIRE

Mr GUILLARD informe qu'un voyage scolaire à Nîmes est prévu du 23 au 25 juin prochains.

A ce titre, une subvention de 1.000 € avait été demandée dans un premier temps, le Sou des Ecoles ne sachant pas exactement le montant de l'opération.

Il s'avère que le déplacement en bus n'avait pas été pris en compte initialement et ainsi la somme demandée, plus élevée.

La nouvelle demande à savoir 1.375 € a été étudiée en Commission Finances le 26 mai dernier.

Il précise que durant les deux dernières années, aucun voyage scolaire n'a été organisé et que la commune soutient cette opération.

En réponse à la question soulevée par Mr MANIE, il est répondu que bien évidemment Madame la Directrice a été informée préalablement. Les explications ont été faites en direct entre Madame la Directrice et le Sou des Ecoles.

.../...

Monsieur le Premier Adjoint rapporte la teneur financière de la délibération et laisse la parole à Mr GUILLARD en charge du domaine avec Madame BERGER.

DELIBERATION N° 14.05.05 : SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU SOU DES ECOLES

Monsieur le Rapporteur expose au Conseil Municipal qu'un projet de sortie scolaire à Nîmes du 23 au 25 juin 2014 pour les élèves de classes élémentaires (CE1, CE2, CM1 et CM2) a été présenté par les enseignants et le Sou des Ecoles.

Le budget prévisionnel de cette sortie scolaire s'élève à 9.225 euros, réparti entre les parents d'élèves, le Sou des Ecoles et la Commune.

Afin d'aider au financement de ce projet, la Commission finances réunie le 26 mai 2014 ayant été informée et ayant formulé un avis favorable, l'Assemblée est invitée à se prononcer sur une subvention exceptionnelle qui serait versée au Sou des Ecoles.

Le Conseil,
Où les explications,

ACCEPTE le versement d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 1.375,00 euros.
La dépense sera mandatée à l'article 6574 du budget de l'exercice en cours.

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

10. VENTE DE MATERIEL CASERNE DES POMPIERS

Mr le Premier Adjoint rapporte à l'Assemblée le résultat de ses consultations concernant le prix de vente des anciens vestiaires des Pompiers.

Il s'est renseigné pour pouvoir passer par le biais d'eBay et autres sites de vente par Internet pour la vente de ce matériel. Un coût supplémentaire à la charge du vendeur était demandé.

Mr THUOT note que ce n'est pas rentable de vendre via ces plateformes.

Mr le Premier Adjoint informe qu'une entreprise de matériaux est intéressée par le rachat de ces vestiaires, au prix du marché.

DELIBERATION N° 14.05.06 : VENTE DE MATERIEL D'EQUIPEMENT DES SAPEURS-POMPIERS

Monsieur le Rapporteur rappelle au Conseil la dissolution du CPI NI de Thil le 1er septembre 2011.

Monsieur le Rapporteur fait part à l'Assemblée que la Société MANCHON METAL de DAGNEUX dans l'Ain a manifesté le souhait d'acquérir le matériel d'équipement suivant :

- . Lot de 14 casiers (vestiaires) pour un montant global de 600,00 euros.

Le Conseil,
Après en avoir délibéré,

. Autorise Monsieur le Maire à vendre le lot de 14 casiers (vestiaires) pour un montant global de 600,00 euros à la Société MANCHON METAL de DAGNEUX.

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

D'autre part, Mr Maisonnas informe sur les points financiers suivants :

. Les honoraires de l'avocat de la commune (Me Lamouille) ont augmenté cette année de 40 € / mois, ceux ci n'avaient pas évolués depuis l'origine de ses diligences,

. Une rencontre a eu lieu avec Groupama, en présence de la Secrétaire Générale, concernant la mise à jour de nos contrats d'assurance. Après négociation, il a été établi qu'en maintenant la cotisation actuelle, nous avons pu intégrer à l'assurance les bornes incendie, les panneaux lumineux et le défibrillateur.

. Concernant l'utilisation du camion communal par les associations, l'assureur nous informe que ce véhicule peut être mis à disposition de ces dernières moyennant quelques précautions (établir une convention avec les associations utilisatrices, demander copie des permis de conduire -de plus de 3 ans- des conducteurs et leur faire verser une caution de 330 € couvrant la franchise en cas de sinistre).

. Logement communal au-dessus de l'épicerie : il informe que le couple avec 3 enfants pressenti pour loger dans cet appartement s'est désisté au vu de la pétition qui a circulée concernant la demande de logement de l'épicier. Ces personnes n'ayant pas souhaité avoir de mauvaises relations de voisinage avec l'épicier.

Mme Dupras demande si la bibliothèque est assurée. Il lui est répondu que les murs sont assurés ainsi que le contenu en cas de sinistre majeur. Les vols ou dégradations sur les ouvrages ne sont pas couverts par notre assurance.

Mr Jullian se renseigne sur l'audit réalisé par la Mairie dernièrement.

Mr le Maire rappelle qu'en tant qu'Autorité Territoriale, il est le Chef du personnel, et qu'à ce titre, il a souhaité s'entourer des conseils d'un Consultant spécialisé en matière de Ressources humaines.

Mr le Maire rappelle que la nécessité de réalisation d'un audit avait été débattue en septembre 2013 au sein du Bureau exécutif mais qu'il n'avait pu être mis en œuvre dans le contexte de la fin de mandat précédent.

Sa mise en œuvre aujourd'hui s'inscrit donc dans la continuité.

Il rappelle que l'agent d'accueil a été stagiairisé au 1^{er} mai dernier. Il était donc important de bien repenser l'organisation des services municipaux.

Il rappelle également la mise en œuvre de la dématérialisation. A la lumière de ce qui va se passer en termes de :

- mutualisation notamment concernant l'instruction des Permis de Construire début 2015, c'est la Communauté de Communes qui va instruire les Permis de Construire en lieu et place de la DDT
- la mise en place des rythmes scolaires, il y aura une redéfinition des horaires de la Mairie, engagée en totale concertation.

Le Centre de Gestion nous a conseillé une consultante et cela a été débattu en Bureau Municipal élargi.

Il informe que le projet d'audit a été présenté et débattu au sein du Bureau municipal élargi à la mi-avril et qu'à la suite de l'offre négociée, la Commission Finances du 26 mai dernier a été informée. Ainsi, c'est plus des deux tiers des membres du Conseil municipal qui ont été informés de la teneur de cet audit dont Mme DUPRAT, MM. JULIAN et MANIE.

L'audit a été diligenté à compter du 27 mai et le projet de rapport final de l'audit a été présenté oralement.

Par respect de sa fonction de conseiller municipal, Mr MANIE aurait aimé être consulté plus en amont et pas seulement informé de la décision à la Commission Finances.

Mr le Maire informe qu'il a reçu par mail hier sa version finale.

Les actions qui en résulteront notamment en matière de dévolution des tâches et d'organisation seront présentées au Comité Technique Paritaire le 19 septembre prochain.

Mr le Maire précise que la dépense d'audit sera imputée au Chapitre 11 du Budget Principal à l'article 6226, les sommes ayant été créditées lors du vote du Budget en Mars dernier.

11. MARCHE DE COMMUNICATION

Mme SEMAY, rapporteur, donne lecture à l'Assemblée du projet de délibération. Mr MANIE aurait souhaité être consulté en amont. Il note qu'il a découvert le premier numéro de THIL Texto dans sa boîte aux lettres.

Mme SEMAY rappelle que le projet THIL Texto / Tempo a été débattu à plusieurs reprises en Commission Communication à laquelle assiste Mme DUPRAT.

Mr le Maire précise que le 1^{er} Texto publié en mai dernier portait le n° 0. Le mot d'introduction précisait que ce numéro était soumis à l'avis des Thilois. Il n'a pas eu connaissance de commentaires particuliers en retour de la part des Elus.

Mme DUPUY-ROUDEL note que pour avoir des informations, il faut venir en Mairie le samedi matin, autrement, les élus n'ont pas les informations des commissions.

Mme SEMAY rappelle que le premier numéro de THIL Texto a été livré lors de la Commission générale du mois de Mai à laquelle Mr MANIE, en déplacement professionnel, était excusé.

Mr CAPLAT précise que le THIL Texto doit être mis dans les boîtes aux lettres par les élus, donc les élus sont forcément informés du contenu.

Mme SEMAY rappelle l'orientation retenue par le Conseil de rendre ce journal aux associations.

Une Commission Communication a eu lieu concernant la communication interne, où les comptes rendus circulent à l'ensemble du Conseil Municipal. Il faut voir la manière de communiquer ensemble, que tous les élus soient informés des dossiers évoqués dans chacune des commissions, peut-être par l'intermédiaire d'Intranet.

La communication doit être transversale et pas seulement descendante.

Il est convenu que le sujet de la communication interne, sera évoqué à la prochaine Commission Générale.

Mr ZIMELI demande le même niveau d'informations entre élus.

La question est soulevée du coût des prestations au regard des budgets réservés lors du précédent mandat aux « Brèves de THIL » dont le budget était de l'ordre de 450 euros hors taxes par numéro (6 publications environ par an) soit environ 3000 euros TTC pour l'année.

En réponse, Mr le Maire signale que c'est un marché à bons de commande, c'est-à-dire que la collectivité choisit les forfaits et option en fonction des budgets alloués et votés par le Conseil chaque année.

Mme SEMAY rappelle qu'il est proposé une modulation des parutions sur la base d'un prévisionnel de :

- 3 Thil Tempo / an
- 3 Thil Texto / an (au maximum et si besoin)

Elle souligne que la Commission recherche des publications qualitatives.

Mr CAPLAT propose qu'un appel au public soit fait pour des propositions de logo.

Mr le Maire informe que le forfait 4 pourrait être cofinancé par des annonceurs (entreprises...) Il précise que c'est par respect aux administrés qu'il faut bien communiquer.

Sur le Livret d'accueil « Guide », il est obligatoire de communiquer sur le Dossier d'Informations Communal sur les RISques Majeurs car on est tenu d'informer la population sur les risques spécifiques du territoire dont les inondations.

Mme SEMAY dit qu'il faudrait peut-être insérer de la publicité dans les Thil Tempo. Elle a des idées pour le site internet, le logo etc.

Mr le Maire rappelle que la principale critique contre les Brèves, était qu'elles n'étaient lues par personne.

Mr MANIE ne voit pas l'urgence de changer le logo et la carte graphique.

Mr le Maire rappelle que c'est un marché à bons de commandes et qu'il permet de ne prendre qu'une partie des forfaits.

Mr GUILLARD demande si les dépenses liées à ce marché ont été budgétées.

Mr le Maire rappelle que les dépenses ont été votées dans le cadre du budget 2014 en mars dernier.

DELIBERATION N° 14.05.07 : CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICE DE COMMUNICATION

Madame le Rapporteur informe l'Assemblée que la Commission Communication a souhaité que la commune harmonise sa communication notamment en matière de graphisme et crée des outils d'information et de communication actuels et adaptés avec graphisme et couleurs actualisés eu égard à la nécessité de moderniser les outils de communication de proximité et favoriser les liens entre nouveaux et anciens habitants et de rendre compte d'une vitalité sans cesse renouvelée des associations du village.

Un appel d'offres de type Marché à Bons de commande selon la procédure de marché adapté (article 28 du Code des marchés publics) a été lancé à cet effet le 02 juin 2014 auprès de trois prestataires de services potentiels de communication.

Le périmètre des prestations concerne :

- « Logotype »
- « Charte graphique »
- « Magazine et lettre d'information »

- « Guide »
- « Maquette et organisation du site internet communal».

Chaque prestation fera l'objet d'un Bon de Commande particulier. La commune de THIL donnera suite à l'exécution de l'une ou l'autre des prestations ou à les reporter sur un exercice budgétaire ultérieur compris dans la durée de validité du présent marché en fonction de ses capacités budgétaires.

Deux sociétés ayant proposé une offre celles-ci ont été analysées. L'offre de la société Résonance Publique a été retenue au regard des critères techniques et économiques de la consultation.

Le Conseil municipal,
Après en avoir délibéré,

- Choisit la société Résonance Publique dont l'offre présente le meilleur rapport qualité / prix, avec les prix suivants :
 - 1800 Euros hors taxes pour le Forfait 1 « Logotype »
 - 2000 Euros hors taxes pour le Forfait 2 « Charte graphique »
 - 700 Euros hors taxes pour le Forfait 3.1 « Magazine et lettre d'information »
 - 1350 Euros hors taxes pour le Forfait 3.2 « Magazine et lettre d'information »
 - 435 Euros hors taxes pour le Forfait 3.3 « Magazine et lettre d'information »
 - 3115 Euros hors taxes pour le Forfait 4 (hors option) « Guide de THIL »
 - 1600 Euros hors taxes pour le Forfait 4 « Option « Guide de THIL »
 - 3600 Euros hors taxes pour le Forfait 5 « Maquette et organisation du site internet »
- Dit que la révision des prix s'effectue à la date anniversaire du marché pour les prestations de services d'impression selon les dispositions visées au marché,
- Précise que le contrat est conclu pour une durée d'un an. Un renouvellement pourra être effectué dans la limite de trois fois.
- Autorise Monsieur le Maire à signer le contrat avec la Société Résonance Publique pour un marché à bons de commande à notifier à compter du 23 juin 2014 et à passer les commandes afférentes selon les crédits ouverts au budget municipal en vigueur à la date de commande.

Pour	14
Contre	0
Abstention	1

12. COMITE CONSULTATIF COMMUNAL

Mr le Maire rappelle qu'en début de semaine, il a reçu en Mairie durant environ deux heures en présence de Mr Caplat, Mr. M. accompagné de l'épicier de la commune et de plusieurs Thilois porteurs d'une pétition signée par 300 personnes.

Cet entretien fut direct et sans faux semblants. Il ressort que le vrai sujet est la pérennisation d'un commerce de proximité sur la commune. Il a, lui-même ainsi que son épouse, signé cette pétition.

Mr le Maire tient par souci de transparence et d'information des Thilois à relater la teneur des sujets abordés :

- . le logement de l'exploitant,
- . le modèle économique d'un commerce de proximité tel qu'une épicerie à Thil.

Sur la question du logement de l'exploitant :

.../...

Mr le Maire informe que l'épicier a déposé un dossier pour accéder aux logements locatifs du « Clos des Platanes ».

Son dossier n'a pas été retenu :

- au titre du Droit de réserve préfectoral car il est lui-même propriétaire de son logement actuel. Il a donc été exclu à ce titre d'une attribution ce qui lui aurait permis d'accéder à un des logements ouverts au droit de réserve préfectoral,
- au titre d'un logement du bailleur social, le dossier de l'épicier a été rejeté pour insuffisance de ressources pour un loyer de l'ordre de 350 euros par mois pour un appartement de type T3.

Les revenus dégagés par l'épicier sont donc au cœur de la problématique et le modèle économique actuel de l'épicerie est donc questionné.

Mr le Maire rappelle que :

- La reprise du bail du précédent exploitant a été faite dans le cadre d'une procédure judiciaire dans laquelle le liquidateur a jugé que la reprise du bail pouvait se justifier. Par ailleurs, Mr le Maire précise qu'à aucun moment, le précédent Conseil municipal ne lui demandé d'intervenir auprès du liquidateur pour dénoncer le bail à louer du local commercial, bien au contraire.
- Deux offres avaient été faites. Les deux pétitionnaires ont eu accès à la totalité du dossier de l'ex-exploitant.
- En ce sens, l'actuel exploitant a décidé de faire une offre en totale connaissance de cause, il précise à ce titre :
 - qu'en décembre 2012, la distance séparant Thil de Bron, lieu de résidence de l'exploitant était d'une trentaine de kilomètres et qu'en juin 2014, cette distance n'a pas évoluée,
 - qu'il a pu avoir accès à l'ensemble des données du précédent exploitant.

Concernant le Chiffre d'Affaires, sur les 6 premiers mois d'activité, le Chiffre d'Affaires s'est élevé à 10.000 € / mois environ.

Mr le Maire souligne, en questionnant l'implication des Thilois, qu'un des meilleurs mois d'activité a été le mois d'août 2013 lorsque 160 caravanes des Gens du Voyage sur la commune stationnaient dans les emprises du stade de THIL !

Mr le Maire souligne que si chaque foyer de la commune dépense l'équivalent de 20 € / semaine à l'épicerie, cela lui dégagerait largement de quoi obtenir un logement locatif aidé sur les communes voisines.

Mr le Maire souligne l'initiative de Mr Maisonnas qui a demandé l'année dernière à l'épicier de faire une lettre pour demander à la Municipalité de faire la gratuité du local commercial. La Municipalité a voté le montant du loyer à 1 euro par an sans obligations particulières comptant sur son implication personnelle.

Mr Manié précise en réponse à la question de Mme Dupuy-Roudel, que ce même loyer de 1 euro était également appliqué pour les 2 épiciers précédents.

De son côté, Mr le Maire, précédemment Vice Président de la Communauté de communes en charge du Développement économique et du commerce de proximité, a porté avec les services de la CCMP, dans le cadre du plan de revitalisation Intermarché, une demande de subvention de 3000 € qui lui a été versée en septembre dernier.

Mr le Maire précise que l'épicier a, enfin, conclu avec Mme M... responsable d'un pressing un partenariat pour servir de point d'appui local à cette activité. L'épicier bénéficiera d'une ristourne sur le Chiffre d'Affaires (environ 300 € par mois) plus le flux que cela va générer de la part des utilisateurs de ce service.

Dans le même sens, il serait intéressant que l'exploitant agricole de la commune – bien connu pour la qualité de ses produits maraîchers, légumes et fruits - établisse un partenariat similaire avec l'épicier pour la vente de « paniers malins » à l'instar de ce qu'il se fait dans des communes alentours.

Mr le Maire rappelle que sur les communes de Niévroz et Balan, le problème est le même, c'est le flux qui fait « tourner » l'épicerie.

Mr le Maire a incité l'épicier à faire du marketing et à être plus commerçant qu'il ne l'est actuellement.

Il faut que les Thilois s'emparent de ce dossier pour en assurer la pérennité en joignant les actes d'achat réguliers aux signatures de la pétition !

De son côté la commune assumera son rôle de catalyseur pour que la mobilisation citoyenne ne retombe pas : c'est pour cela qu'il propose la création d'un Comité Consultatif Communal avec une double mission :

- premièrement proposer à court terme toute action permettant d'élargir l'offre de services de l'épicerie,
- puis en rappelant que le bail de l'épicerie arrive à échéance en janvier 2017, la nécessité de réfléchir et de proposer une stratégie de pérennisation de l'activité dans le cadre de la revitalisation du centre bourg.

Il remercie Mr M. (administré de la commune) pour avoir été porteur de cette pétition qui permet d'impliquer les Thilois dans le devenir de l'épicerie.

DELIBERATION N° 14.05.08 : CREATION D'UNE COMITE CONSULTATIF COMMUNAL POUR L'ACCOMPAGNEMENT ET LE SOUTIEN DU DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES ET COMMERCES DE PROXIMITE

Monsieur le Maire rappelle que l'article 9 du Règlement Intérieur du Conseil municipal, sur le fondement de l'article L 2143-2 du Code général des collectivités territoriales, permet au Conseil municipal la création d'un Comité consultatif sur tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune.

Le comité comprend des personnes qui peuvent ne pas appartenir au conseil, notamment des représentants des associations locales. Chaque comité est présidé par un membre du conseil municipal, désigné par le maire.

Sur proposition du maire, le Conseil municipal en fixe la composition pour une durée qui ne peut excéder celle du mandat municipal en cours. Les différentes catégories d'habitants peuvent ainsi participer à la préparation des décisions du conseil municipal, chaque conseil pouvant prendre en compte les spécificités de la population communale.

Les comités peuvent être consultés par le maire sur toute question ou projet intéressant les services publics et équipements de proximité et entrant dans le domaine d'activité des associations membres du comité. Ils peuvent par ailleurs transmettre au maire toute proposition concernant tout sujet d'intérêt communal pour lequel ils ont été institués.

Monsieur le Maire rappelle l'orientation N° 4 du Plan d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Adapter l'économie aux atouts propres du territoire ».

Dans ce contexte, Monsieur le Maire propose, pour la durée du mandat, la création d'un Comité consultatif communal pour l'accompagnement et le soutien au développement des activités et des commerces de proximité composé à parité de :

- 5 membres du Conseil municipal,
- 5 membres n'appartenant pas au Conseil municipal dont :
 - un membre désigné par l'Association représentative des commerçants et artisans de la CCMP, Communauté de Communes de Miribel et du Plateau dont la commune de Thil est membre,
 - un membre d'une association représentative des seniors et des retraités,
 - un membre des associations représentatives de l'organisation des fêtes ou des manifestations culturelles ou de soutien aux activités d'animation scolaires,
 - un membre des associations représentatives de l'organisation des loisirs,
 - un membre des associations représentatives des activités sportives.

Le Président du Comité consultatif sera désigné par Monsieur le Maire lors de la séance d'installation du Comité consultatif à intervenir au plus tard le 20 juillet 2014.

Le Comité consultatif aura à se saisir, en tout premier lieu, en concertation avec l'exploitant actuel, d'une réflexion sur le modèle économique de l'épicerie débouchant sur des propositions à mettre en œuvre à court terme ainsi qu'un cahier des charges en vue du renouvellement du bail à louer devant intervenir en Janvier 2017 et, plus largement, toute activité contribuant au développement des services et des emplois de proximité en liaison avec les objectifs du Plan d'Aménagement et de Développement Durables.

Le Conseil, après avoir entendu les explications de Monsieur le Maire,

- Décide la création d'un comité consultatif communal pour l'accompagnement et le soutien au développement des activités et du commerce de proximité,
- Désigne Mmes BERGER, BRIGNONE, DUPUY-ROUDEL et Mrs JULIAN, MANIE, membres du Conseil municipal pour représenter la Mairie au sein de l'instance ainsi créée,
- Demande à ce qu'un appel à candidatures soit organisé auprès des associations pour pourvoir aux 5 sièges des membres extérieurs siégeant à l'instance ainsi créée,
- Dit que le Comité Consultatif sera installé au plus tard le 20 juillet 2014.

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

Mr le Maire souligne à l'attention de la presse locale présente, de bien vouloir noter dans son article que la présente délibération a été votée à l'unanimité démontrant ainsi l'aspect consensuel de celle-ci. La journaliste répond qu'elle connaît son travail.

Mr le Maire informe que la clôture des comptes de l'épicerie sera établie au 30 septembre 2014.

Il précise que le courrier sera envoyé aux associations concernées dès demain.

Mr le Maire suspend la séance et donne la parole au public.

Mr H... (épiciier) revient sur le bilan des cinq derniers mois (4.000 €). Il a subi des pertes dues au cambriolage (perte de 11.000 € sur les 15.000 € de bénéfices), il a eu aussi un problème de panne de congélateur. Actuellement, ça s'est équilibré.

Mr le Maire rappelle que la commune fait le maximum de ce qu'elle peut faire.

.../...

Mr H... (épiciier) fait la demande suivante :

Il souhaiterait vivement un logement (300 € / mois de frais d'essence) et que les contraintes de distance limitent sa vie de famille.

Plusieurs réponses émanant d'une personne de la salle et de certains élus lui sont faites qu'il en est de même pour la plupart des Thilois qui travaillent à Lyon !

Sur le sujet du logement communal, Mr le Maire précise qu'attacher un bail à louer à un appartement à titre d'accessoire au bail commercial ne peut être qu'assorti de conditions et qu'en elle même cette disposition reste fragile juridiquement : ceci peut aisément être confirmé par tout étudiant en droit ou un avocat spécialisé dans les domaines du droit de l'immobilier. Il invite à ne pas ajouter de précarité à une situation économique délicate au risque de créer des situations d'urgence sociale.

M. H... formule le souhait de projeter les matches de football en plein air.

Concernant le deuxième point, Mr le maire lui demande de formuler sa demande par courrier. Cependant, il rappelle qu'un Arrêté a été pris lors du précédent mandat interdisant la consommation d'alcool aux abords de l'épicerie.

13. MISE EN ŒUVRE DES RYTHMES SCOLAIRES

Mr GUILLARD informe qu'une modification des horaires a été faite. Les temps d'activités périscolaires (TAP) auront lieu les mardis, jeudis et vendredis durant une heure (3 fois 1 heure), ceci pour pouvoir être éligible aux subventions de la CAF. Cela a fait l'objet d'un Conseil d'Ecole extraordinaire le 02 juin dernier.

Mr GUILLARD note que cinq animateurs sont nécessaires. Ces agents font déjà partie du Personnel Communal (trois agents d'animation et deux ATSEM). Un renfort sera assuré par du personnel extérieur émanant du milieu associatif comme le FC Luenaz qui a confirmé sa participation (deux personnes).

La bibliothèque a été sollicitée. De plus Mme M... se propose pour l'initiation à l'anglais et Côtière des Arts pour l'art plastique.

Il faut que la commune dépose auprès de la DDCS la déclaration d'accueil de loisirs et l'associe avec le projet éducatif de l'école pour mettre le tout en cohésion.

Le chiffrage de toute l'organisation est en cours d'élaboration.

Il rappelle que l'Etat versera l'équivalent de 50 € par enfant pour l'année scolaire 2014-2015 (moitié en décembre 2014 et le solde en juin 2015). Les effectifs de la prochaine rentrée scolaire sont de 100 élèves.

Pour l'année scolaire 2015-2016, l'Etat s'est engagé à poursuivre cette aide. Pour les années suivantes, aucune information n'est donnée.

Il informe que l'aide de l'Etat et la subvention de la CAF, ne suffiront pas à couvrir la dépense.

La moyenne des communes est à 40 €. Nous sommes dans une strate très élevée. Il a demandé à la directrice de l'école de faire un investissement dans le durable.

Il note une très bonne collaboration entre la mairie et la directrice de l'école.

Les informations sont diffusées au sein de la Commission Scolaire. Les résultats de l'inspection sont attendus pour le 24 juin prochain.

14. DESSERTE FIBRE OPTIQUE

Mr THUOT rend compte de la réunion du 6 juin dernier avec le SIEA.

Le SIEA s'est engagé du 9 au 15 juin à tirer les câbles au Clos du Platanes. Des travaux importants sont à réaliser pour alimenter cette zone.

Du 30 juin au 06 juillet 2014, ils raccordent les abonnés.

Ensuite, ils déclareront opérationnelle la zone aux opérateurs le 13 juillet prochain (ils ont 6 semaines pour cela).

Il donne lecture du courrier du SIEA.

15. AMENAGEMENTS DE VOIRIE

Mr Thuot informe qu'il a été demandé à la CCMP de compléter les fourreaux en place par deux fourreaux complémentaires et ce, jusqu'à l'entrée du Clos des Platanes.

A côté du plateau piétonnier, il y aura deux arrêts Colibri aménagés en Accessibilité pour les Personnes à Mobilité Réduite.

Une pré visite a été effectuée avec les services de la CCMP et le Conseil général concernant la sécurisation du cheminement piétons et vélos sur le pont qui traverse l'autoroute pour des raisons de sécurité. Le dossier est en phase de propositions sachant qu'il convient de consulter APRR, Conseil Général...

16. C. C. A. S.

Mr le Maire rappelle que lors du dernier Conseil Municipal, l'Assemblée avait nommé les membres du CCAS issus du Conseil.

Il reste donc à désigner les quatre autres membres non issus du Conseil.

Les quatre personnes sont les suivantes :

- . Mme Damaris Caroppi (représentante de l'UDAF)
- . Mme Anne-Mary Dost (représentante de France Alzheimer - Ain)
- . Mme Yvette Confavreux (représentante de Cap Handicap)
- . Mme Marie-Josée Dugas

Il informe que la première réunion du CCAS aura lieu le 28 juin prochain.

Mr MANIE demande si la composition du CCAS n'était pas à faire dans les deux mois suivant l'installation du Conseil Municipal.

Mr le Maire fait part de la difficulté à trouver des personnes volontaires, hors Conseil.

17. QUESTIONS DIVERSES

Mr MANIE s'interroge sur le non renouvellement de la cotisation à la MJC de Montluel.

Mr Maisonnas rappelle que la commune verse toujours la subvention annuelle de 300 €. Cependant c'est la convention navette qui n'a pas été renouvelée car les sommes allouées par la commune précédemment (3000€) n'ont donné lieu à l'utilisation du service que par trois familles thiloises seulement !

Mme Duprat demande à ce que les dates de séances du Conseil Municipal soient annoncées sur le Fil infos.

Mr le Maire suspend la séance et donne la parole au public.

Mr G... a vu une nouvelle construction rue de l'Eglise. Mr le Maire répond que le sujet sera présenté demain en Commission d'Urbanisme. La Commission émettra un avis et le Maire agira en conséquence.

Mr R... demande si l'audit sera rendu public.

Mr le Maire rappelle que c'est un sujet interne et doit respecter les clauses de confidentialités usuelles en matière de gestion des ressources humaines. Il rappelle les précisions données au cours des débats à savoir que les actions qui en résulteront seront présentées au Comité technique paritaire du 19 septembre 2014.

Mr R... note que les montants annoncés pour la communication sont exorbitants. Il y a plusieurs moyens de communication, site, Fil infos, panneaux lumineux, s'ils sont bien utilisés, ils devraient être suffisants.

Mme SEMAY répond que ces supports ne sont pas accessibles aux personnes âgées et handicapées.

Mr R... précise que « les brèves de Thil » répondaient à ce dernier besoin.

Mr G... demande que les THIL Tempo soient écrits plus gros.

L'ordre du jour étant épuisé,

La séance est levée à 23 h 20.